

ETATS GENERAUX DE LA COMMUNICATION

NIAMEY 29 AU 31 MARS 2010

COMMUNICATION SUR LA FORMATION

- 1/Etat des besoins
- 2/IFTIC,
- 3/Perspectives
- 4/Quoi faire aujourd'hui ?
- 5/Recommandations

1/Etat des besoins de formation

- Beaucoup de journalistes se forment sur le tas avec des lacunes méthodologiques, éthiques et déontologiques, qui se trouvent aggravées par les pratiques en vigueur dans le milieu : les enveloppes distribuées en marge des reportages.
- évolution des effectifs de l'ORTN : la moitié du personnel devra être remplacé dans les dix années à venir.
- radios communautaires : une centaine d'animateurs et de techniciens doivent être formés.
- ceux qui sortent de l'Université ou de l'IFTIC même ont besoin, périodiquement, de recyclages et de perfectionnement.
- par ailleurs, des besoins pointus restent à combler dans beaucoup de domaines : management de la presse, graphisme, photographie numérique, direction photo, gestion de production, réalisation, journalisme spécialisé, journalisme en ligne, grand reporter, etc.
- un autre problème : faire émerger une nouvelle génération de cadres A1 de l'audiovisuel et de la presse (en effet, les étudiants de l'IFTIC sont cadres A2 et pas de possibilité de formation sur place au niveau master pour devenir cadre supérieur.)

Explosion des besoins de formation :

Les besoins de formation explosent. Les cadres d'accueil sont insuffisants. Les étudiants ou professionnels désirant acquérir ces compétences nouvelles doivent se tourner vers des solutions à l'étranger, coûteuses et de plus en plus inaccessibles, en raison des politiques de restriction de l'immigration.

2/IFTIC

Certains pays n'ont pas de centre de formation. D'autres, comme le Niger, se sont dotés d'une structure, CFTI d'abord puis IFTIC ensuite, il y a trente et un ans aujourd'hui. Pour s'adapter aux nouveaux besoins du marché et s'inscrire dans la généralisation mondiale du système anglo-saxon LMD (licence, master, doctorat), l'Institut est engagé depuis deux ans dans la réforme de ses programmes.

Le Niger a la chance d'avoir un Institut qui forme à deux niveaux et dans pratiquement tous les grands espaces de la communication, du journalisme (écrit, audiovisuel), aux métiers techniques de l'audiovisuel (prise de vue, prise de son, montage), en passant par la documentation/archivistique.

Etat des lieux : un institut de 30 ans d'âge, qui accueille beaucoup d'étudiants étrangers et forme à beaucoup de métiers.

Avec 328 étudiants en cette rentrée 2009/2010, l'Institut de Formation aux Techniques de l'Information et de la Communication enregistre une hausse importante et continue de ses effectifs. A noter, le flux important d'Afrique centrale : ils sont 34 étudiants venus du Gabon, 7 du Tchad et, de façon isolée, 2 du Cameroun, 2 du Bénin et un du Burkina Faso, du Nigeria et du Mali.

Ecole de formation professionnelle et technique, au statut d'établissement public à caractère administratif, l'IFTIC a fêté ses trente ans en 2007. Plus de 700 agents des métiers de l'information et de la communication sont issus de l'établissement.

Depuis 1989, les objectifs qui lui sont assignés sont la formation initiale, le perfectionnement et le recyclage des personnels des organismes publics et privés. Ses activités couvrent le journalisme (presse écrite, radio/TV), les métiers technico-artistiques (prise de vue, prise de son, montage), la maintenance/exploitation du matériel audiovisuel et les sciences de l'information documentaire (documentation, archives).

Depuis 2002, l'établissement bénéficie à nouveau – après plus de dix ans d'interruption – de l'appui de l'Ambassade de France. En 2003 et 2004, il a pu rénover ses locaux et une partie de son matériel, encore renforcé fin 2007 en matériel de montage, de prise de vue et de graphisme.

Le déploiement d'un assistant technique, l'organisation de formations nombreuses, dans tous les domaines, confiées à l'association Contrechamps (partenaire de l'école depuis 2001), ont permis à l'IFTIC de se dynamiser.

Près de 80 stages ont ainsi mis en situation réelle les étudiants ainsi que des professionnels des médias publics et privés, en journalisme de presse écrite, de radio, de télévision. Ces stages ont concerné aussi les photographes, cameramen, preneurs de son et les monteurs en audio et vidéo numérique.

Problèmes :

L'intendance ne suit pas (subvention gelée depuis plus de vingt ans), les infrastructures deviennent insuffisantes en nombre (classes, matériel) et obsolètes, les enseignants professionnels manquent ou ne sont plus à jour techniquement (révolution numérique).

Le nombre d'élèves explose et met en péril la qualité de la formation. Les cursus doivent être modernisés. Des besoins nouveaux apparaissent dans le contexte de révolution technologique.

Notre Institut de formation doit donc se préparer à affronter la concurrence à venir, au Niger et à l'extérieur des frontières.

Concernant toujours les problèmes, notons que la subvention de l'Etat n'a pas évolué depuis vingt ans, malgré la diminution de 30% des frais de scolarité des Nigériens après le mouvement contre la vie chère, l'augmentation des salaires des fonctionnaires de 10% en 2007 et les primes, allant de 30.000f à 15.000f, accordées aux agents de l'Etat en 2008.

Cela a conduit l'IFTIC à augmenter ses effectifs de façon déraisonnable, alors que les infrastructures n'ont pas suivies.

D'autre part, Il n'y a pas de calcul de rentabilité des filières, pas davantage de gestion des ressources humaines – l'IFTIC ne choisit pas vraiment ses cadres – et encore moins de compétences commerciales.

Pourtant, même de ce point de vue, le potentiel est réel : les partenaires désireux de créer des formations ad hoc payantes sont nombreux, notamment dans le vivier des ONG et des bailleurs de fonds des radios communautaires, pour ne citer que ces deux exemples. L'initiation (à la communication, à la création de site, à la réalisation de brochures) est un marché prometteur.

3/Les perspectives

Perspectives : poursuivre l'effort jusqu'aux nouvelles filières

En 2007, une Convention a été signée avec l'Université Abdou Moumouni de Niamey afin de mettre en œuvre de nouveaux diplômes inscrits dans le LMD. Dans ce cadre, de nouvelles filières ont été créées, par arrêté ministériel, en décembre 2005.

Il s'agira notamment : d'un Master de documentaire de création, d'un Master de journalisme scientifique, d'un Bac professionnel et d'une Licence professionnelle d'audiovisuel, ainsi que d'un BTS de Graphisme. A cet égard, des partenariats sont actuellement recherchés avec d'autres établissements d'Afrique de l'Ouest. Ils permettront, à terme, de multiplier l'offre de formation régionale.

Toujours, dans les perspectives, la mise à niveau en équipement doit être poursuivie, notamment dans le domaine de l'internet. De nouvelles salles de cours sont indispensables à l'IFTIC. Il faut poursuivre l'offre de stages de formation pratiques, au profit du personnel des médias en général et des étudiants de l'Institut en particulier, mais de plus en plus, à un niveau régional.

Dans le paysage des écoles africaines, l'IFTIC peut tirer son épingle du jeu par l'enseignement du journalisme, ce qui implique des formations techniques mais aussi de contenu (culture, science, sport, développement).

De même, en télévision, peut-être est-ce autour du documentaire ou de nouveaux métiers (Journaliste Reporter d'Images) que l'Institut peut développer une compétence particulière, profitant des ressources de Contrechamps dans ce domaine. A noter, le documentaire peut aussi entrer en synergie avec le journalisme scientifique, le jour venu.

Enfin, dans le domaine de la presse écrite, des atouts pédagogiques très intéressants ont été développés, sur la base de l'étude de lectorat réalisée en 2003. Tant la forme (graphisme, photo, illustration, écriture des articles) que le fond de l'ordinaire de la presse doivent être améliorés.

Là encore, le Niger ne fait pas exception et cet enseignement vaut pour toute la région. La formation en graphisme devrait connaître un grand succès à cet égard.

Plus largement, le management des Entreprises de Presse, tout autant que la maintenance et l'exploitation, à l'autre bout de la chaîne, doivent aussi devenir des préoccupations de l'IFTIC, qui reste, globalement, sous administrée et financièrement fragile.

Ces dernières filières restent fondamentales pour la pérennisation des structures médiatiques

Pour nous résumer :

- les cursus doivent tous être revus,
- des partenariats doivent être recherchés avec des établissements français,
- de nouveaux diplômes doivent être créés,
- la mise à niveau des enseignants, dans le contexte numérique, est nécessaire également.
- Enfin, il faut rebâtir un établissement répondant aux exigences modernes en termes de sécurité électrique (panneaux solaires), de poussière (huisseries étanches) et de nouvelles technologies (accès internet.)

Ces perspectives se développent donc en deux axes :

- construire et finir d'équiper une école moderne
- et accompagner un processus de mise à niveau technologique, managériale et de diversification des filières, niveaux et modules pédagogiques.

Le contexte numérique :

En télévision :

L'intégration numérique récente a profondément bouleversé les métiers traditionnels de la télévision, notamment sur le plan technologique. En diminuant considérablement les coûts de production, le numérique facilite en outre la création audiovisuelle, qui s'en trouve stimulée.

Parallèlement, le besoin d'images locales est démultiplié dans le contexte de démocratisation qui a conduit ces dernières années à l'ouverture de nombreuses télévisions privées, à l'image du Niger où trois nouvelles télévisions privées émettent depuis 2007, s'ajoutant à la première télévision privée et aux deux chaînes de la télévision publique.

Or, faute de mieux, les télévisions africaines diffusent trop souvent des productions venues d'ailleurs. Pour produire ces images, en nombre et à la qualité requise, le marché réclame de nouveaux professionnels, plus nombreux et adaptés à l'évolution technologique.

En presse écrite, radio, photographie, internet : les modes de fabrication de l'écrit et de l'image, comme du son, ont évolué radicalement eux-aussi.

De nouveaux médias sont apparus. Des possibilités d'expression nouvelles, à bas prix, s'offrent aux médias africains dans tous ces champs. Il faut également former des ingénieurs en nouvelles technologies pour suivre les problématiques purement techniques (communication, téléphonie, internet, maintenance informatique), qui sont des enjeux de développement majeurs.

4/Quoi faire ?

La rentrée prochaine 2010/2011 verra ouverture d'un master I audiovisuel et cinéma documentaire, qui est la première étape de la formation offerte aux cadres vers la catégorie A1. Il faudra encore maintenir l'effort pour ouvrir un master II au Niger. Toutefois, les titulaires du master I pourront dans l'intervalle, s'ils trouvent des bourses de formation, achever leur cycle à Saint-Louis, au Sénégal ou à Ouagadougou au Burkina Faso.

1/Rebâtir ou réhabiliter l'IFTIC avec l'équipement ad hoc : une salle multimédia, une documentation numérique, des box de montage audio numériques, un cyber, des salles de classe en nombre suffisant, une alimentation électrique renforcée par des panneaux solaires, l'isolation des salles (huisseries) à l'égard de la poussière et la protection contre les dégradations des termites.

2/Elaborer la liste des nouvelles filières et élaborer un plan de formation des formateurs.

3/Rechercher et mettre en œuvre des partenariats avec des filières « sœurs » aguerries dans les pays du Nord.

4/Mettre en formation les formateurs. Identifier les autres ressources humaines nécessaires.

5/Finaliser les nouvelles filières et les ouvrir au public.

6/Accompagner ces filières dans un premier temps avec un apport extérieur en ressources humaines, sous la forme de modules intensifs.

7/Rechercher des financements et des partenariats pour chaque formation.

8/Jeter les bases d'une politique commerciale et de rationalisation de la gestion, après formation de l'administration de l'école et proposer des actions de formation continue sur le marché, selon la créativité et les besoins identifiés, tant au Niger qu'à l'étranger.

9/Faire connaître l'IFTIC à l'étranger.

5/Recommandations :

- A l'Etat, augmenter la subvention de l'IFTIC pour l'accompagner dans ses efforts. Mettre en œuvre la PNCD qui fait de l'IFTIC le pôle de formation national par excellence (radios communautaires, formation continue etc.
- Aux partenaires techniques et financiers, soutenir l'IFTIC.
- Aux responsables des médias publics et privés, mettre en place une véritable politique de formation de leurs cadres, en formation continue, recyclage et perfectionnement.
- A l'IFTIC, former les formateurs, maîtriser les effectifs étudiants, rechercher des ressources, assurer une gestion efficace en mettant en avant la pédagogie.

Yacouba Adamou MAYAKI

Journaliste/ Enseignant à l'IFTIC

Directeur Général

Centre National de la Cinématographie du Niger
(CNCN)

Nathalie PREVOST

Journaliste

Association Contrechamps NIGER